

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

septembre 2010

globule rouge

INFO

SANTÉ, PROTECTION SOCIALE ATTAQUÉES nous ne lâcherons rien

Notre commission a présenté des propositions à la mission sur la médecine de proximité fin août, elle va tenir une réunion spécifique sur la psychiatrie en échos aux mobilisations que ce secteur d'activité connaît actuellement, elle vient de publier le numéro 4 de À cœur ouvert en direction des salariés du secteur sanitaire et de la protection sociale.

L'exposition présentée lors de la Fête de l'Humanité est disponible pour vos initiatives, n'hésitez pas à la demander. De nombreux débats ont eu lieu autour des problématiques de notre secteur. Un regard synthétique est donné dans les pages complémentaires de ce numéro.

Mais les informations confirmant une casse systématique de l'outil hospitalier, la remise en cause de pans entiers de la protection sociale, un véritable « détricotage » du

socle issu de la Résistance et du programme de la Libération n'ont pas cessé ces dernières semaines.

Cette déstructuration est considérable. Elle va aggraver les inégalités sociales, ce sont les plus « faibles » qui en subiront le plus les conséquences. Elle va accentuer le renoncement aux soins qu'une enquête récente établit à près de 25% de la population en quasi

doublement sur l'année précédente. C'est un changement de société qu'ambitionne de réaliser le pouvoir en place.

Il n'est pas question d'attendre pour s'y opposer, ni de ren-

voyer les solutions aux résultats des élections présidentielles. Les conséquences sont déjà graves et ne vont qu'augmenter si le mouvement populaire reste attentif.

C'est maintenant et ici qu'il faut que la résistance soit la plus importante et déterminée possible.

C'est maintenant qu'il est possible de les faire reculer.

C'est le sens de la campagne nationale **Santé** que nous voulons mettre en œuvre très rapidement.

Jean-Luc Gibelin

animateur de la commission
Santé/protection sociale



Fête de l'Humanité : le stand de la commission avec des représentants de l'infirmerie de la Fête

supplément
les débats
de la Fête de
l'Humanité

la
commission
se réunira le

**2 octobre 2010
de 9H30 à 16H30**

dans les locaux de la
fédération du PCF 94

**l'ordre du jour est
sur la psychiatrie**

ASSISES RÉGIONALES DE SANTÉ

état des lieux

Les situations sont évolutives et nous sentons une réelle montée en charge de la proposition qui a été portée à l'occasion des élections régionales dernières.

En Île-de-France, l'appel de 50 personnalités a été rendu public. Des initiatives sont programmées dans les départements pour porter l'exigence régionale.

En Limousin, la première réunion publique régionale, lancée par les élus de la liste du Front de gauche élargi, est programmée pour le 5 octobre à Limoges.

En Champagne-Ardennes, une réunion à l'initiative du groupe des élus au conseil régional est programmée pour le 14 octobre.

En Languedoc-Roussillon, ce sont les fédérations départementales et le comité régional du Parti qui ont lancé le processus lors d'une conférence de presse le 18 septembre.

Des initiatives sont annoncées dans le Nord/Pas-de-Calais notamment.

COMMUNIQUÉ

URGENCES DE NUIT ET DE WEEK-END

il faut s'opposer à la casse programmée

Le projet de ne laisser qu'un seul bloc opératoire ouvert la nuit et le week-end porté par le directeur de l'Agence régionale de Santé d'Île-de-France est inacceptable. Nous le réaffirmons avec force.

Il se traduirait par un recul sans précédent du service public dans la région, par une perte de change pour de plus en plus de population, par des conditions d'exercices professionnels dangereuses pour les personnels. Claude Évin joue le poison pilote de l'accélération de la mise en place de la loi Bachelot. Il doit être stoppé immédiatement.

C'est aussi vrai des découpages en cours des régions en territoires de santé. Les informations qui filtrent ici ou là sont toutes aussi graves.

Décidément, cette loi Bachelot est vraiment dangereuse. Sa mise en œuvre doit être combattue résolument dès maintenant.

D'autres choix sont possibles. La proximité peut s'articuler avec la qualité en toute sécurité. Les moyens financiers existent pour une santé publique répondant aux besoins de la population dans le cadre d'une protection sociale solidaire démocratisée.

Les communistes et leurs élus sont déterminés à tout mettre en œuvre pour contribuer au rassemblement le plus large pour s'opposer à cette casse programmée.

CAMPAGNE NATIONALE SANTÉ

une décision à mettre en œuvre

Suite à l'atelier Santé de l'université d'été de fin août, le principe d'une campagne nationale Santé a été lancé.

Nous avons eu un premier échange lors de la réunion élargie du collectif d'animation de la commission le 13 septembre. Nous y consacrerons un temps lors de la réunion de la commission du 16 octobre. Il nous faut décider des différentes premières phases de cette campagne, de proposer des expressions multiples pour tous les champs de notre secteur santé et protection sociale.

Nous y reviendrons régulièrement dans ces colonnes.

la carte-pétition contre la « réforme » des retraites



Monsieur le Président,

Nous sommes **des millions** de citoyen(ne)s et salarié(e)s dans la rue et les trois quarts de l'opinion publique **contre votre « réforme »** des retraites.

Elle ne passe pas.

Elle est injuste, inefficace, faite par et pour vos amis du MEDEF.

Nous voulons profiter de la vie, nous voulons la retraite à 60 ans et les moyens existent pour la financer.

Sachez-le, **NOUS NE LÂCHERONS PAS.**

NOM et PRENOM :

SIGNATURE :

MON MÔTI PERSONNEL :

DISPENSE DE TIMBRE

NICOLAS SARKOZY

PALAIS DE L'ÉLYSÉE

55, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ

75008 PARIS - FRANCE

LANGUEDOC ROUSSILLON

LES ASSISES, C'EST PARTI

Proposition communiste lors des dernières élections, les **Assises régionales pour la Santé** sont lancées dans le Languedoc-Roussillon. Ainsi en a décidé le comité régional du PCF qui s'est réuni le 18 septembre à Sète. À l'issue de la réunion, une conférence de presse a lancé publiquement l'initiative qui se tiendra dans le courant du premier semestre 2011.

Face à la marche forcée vers la privatisation de la santé portée par la loi Bachelot et aux dangers qu'elle contient en terme de droit à la santé et à la sécurité pour tous, il faut une riposte d'envergure.

C'est particulièrement vrai dans notre région où une partie de plus en plus grande de la population frappée par le chômage, la précarité et la misère a besoin d'un service public de santé à la hauteur. Pour faire vivre une démocratie confisquée par cette même loi, il faut un espace commun de recensement des besoins, d'action et d'expression de propositions alternatives.

C'est tout le sens que les communistes du Languedoc-Roussillon veulent donner à leurs Assises. D'ores et déjà, dans chacun de nos départements, un appel à s'emparer de notre projet est adressé à des personnalités diverses, aux usagers et professionnels de la santé. Des rencontres départementales avec les professionnels, associations, usagers, militants et syndicalistes du secteur vont être organisées afin de faire un état des lieux partagé de la situation locale et une évaluation des besoins de santé. À partir de là se tiendra une première réunion régionale de mise en commun. Nous allons sur les mêmes bases interpellier le directeur de l'ARS et l'observatoire régional de la santé.

Dans cette démarche, l'ambition des communistes est de contribuer, sur le terrain, à construire un rassemblement large, conscient et efficace, qui portera, contre la loi HPST, un autre projet pour la santé en Languedoc-Roussillon.

Françoise Fiter

parole d'élus

résister une des urgences régionales



par **Éric Corbeaux**
conseiller régional
président de la
commission régionale Santé
Plan anti-cancer

Cet été, Roselyne Bachelot confirmait sa volonté de fermer des services de chirurgie, dans toute la France au prétexte d'actes insuffisants. Dans le Nord/Pas-de-Calais, trois hôpitaux sont concernés dont Fourmies et Hazebrouck.

Sécurité des patients, démographie médicale, coopération de territoire, tous les arguments sont bons, du ministère à l'ARS, pour convaincre les usagers du bien-fondé de cette politique ! D'ailleurs, les nouveaux conseils de surveillance, expurgés des élus et administrés par des « managers directeurs » peuvent collaborer à cette déstructuration de l'offre de soins sur un territoire.

En effet, hier les maternités, aujourd'hui les activités de chirurgie, demain c'est la disparition d'hôpitaux publics entiers qui est prévue. Dans une région comme le Nord/Pas-de-Calais, c'est plus grave encore ! Sa population subit une injustice, celle de mourir plus jeune qu'ailleurs, avec une surmortalité chez les moins de 65 ans.

Le simple fait de naître et de vivre dans ces deux départements, avec leur histoire sociale et économique, réduit de 2,5 ans de leur espérance de vie. Précarité, chômage, souffrances au travail, exclusions ont leurs répercussions sur l'état de santé des gens et les dégâts humains avec les conduites à risque, le cancer de l'amiante ou des sui-

cides chez les adolescents. Or; notre région est celle qui compte le moins de professionnels de santé par habitant, un seul CHRU et des dépenses hospitalières par habitant des plus faibles !

Nous avons, lors des élections régionales avec la liste *L'Humain d'abord*, conduite par Alain Bocquet, affirmé : « l'égalité des soins de qualité pour chaque habitant du Nord/Pas-de-Calais doit être la base d'une politique régionale ». Les élections sont passées, c'est le rôle de nos conseillers régionaux, avec les communistes, et en particulier les hospitaliers, d'organiser la résistance aux découpages et aux fermetures de nos hôpitaux publics et d'inverser la tendance.

Sur le plan de la prévention et du cancer, la Région mène une politique très volontariste auxquelles nous participons pleinement. Mais ne faut-il pas sortir du cadre institutionnel ? En lançant l'idée d'assises régionales de la Santé, n'est ce pas l'ambition de porter avec les professionnels, les usagers, le peuple dans l'action et dans les idées d'autres réponses que celles menées depuis des années.

C'est l'urgence pour battre durablement Sarkozy et son gouvernement construire un **Pacte union populaire pour la Santé** et inversement.

LA FIÈVRE MONTE au Vinatier(69)

UNE NOUVELLE NUIT BLANCHE

VENDREDI 24 SEPTEMBRE 2010

au Centre social du CHS Vinatier (69) et jusqu'au bout (de la nuit) organisée le collectif du 9 mars.

Attention, la résistance ne finira ni avec cette rencontre ni avec la nuit.

Le 9 mars 2010, un collectif d'associations, ainsi que d'organisations politiques et syndicales, organisait une **Nuit blanche de résistance** au Vinatier pour dénoncer, à travers l'ouverture du premier hôpital/prison, l'UHSA, la dérive sécuritaire de la politique de « santé mentale ».

Attirant plus de 300 personnes par cette froide nuit de mars, le débat a rencontré un vif succès dépassant largement le cadre de la seule psychiatrie...

...Mais ce n'était pas sans raisons : le collectif, prenant depuis ce soir là le nom de **Collectif du 9 mars**, avait pressenti qu'il ne s'agissait, avec l'UHSA, que d'un premier pas dans une politique globale visant à envisager tous les aspects de notre société sous le prisme déformant de la peur de l'autre... **ne l'oublions pas, la psychiatrie est le miroir de notre société.**

Une politique qui commence par désigner, qui exclut, puis finalement qui enferme tous ceux qui ont été stigmatisés. Stigmatisé parmi les stigmatisés, le Fou, celui qui est aujourd'hui uniquement vu comme dangereux, témoigne, dans la manière dont la société le traite, de ce qui attend ceux qui seront les prochains désignés... si les roms, les sans-papiers sont aujourd'hui de ceux-là, demain cela pourra être les militants de toute sorte, les syndicalistes dans les entreprises...

Surtout, ne pas baisser la garde, éveiller les consciences, rappeler chacun à son intelligence, démontrer qu'il y a d'autres voies.

les cocos dans les collectifs locaux

SERVICES PUBLICS

la preuve par Guéret

Les propos lénifiants de Roselyne Bachelot pour rassurer la population après l'annonce de la fermeture du service de radiothérapie de Guéret n'ont abusé personne. Les faits montrent déjà que ceux qui s'étaient opposés à cette décision avaient raison de défendre un service public de proximité !

Le numéro vert de la cellule de veille recense un nombre croissant de plaintes de malades obligés de se rendre à Montluçon ou à Limoges pour suivre leur thérapie.

Perte de temps, fatigue, stress, frais supplémentaires... l'accès aux soins s'est transformé en une course d'obstacles pour des patients doublement victimes de leur maladie.

Outre les retombées négatives pour la santé du patient, le transfert de l'activité du service de radiothérapie engendre des coûts supplémentaires pour la Sécurité sociale (transport, par exemple), des conditions de vies dégradées pour les personnels soignants, sans oublier une désertification du territoire...

Oui, le maintien d'un service public de radiothérapie est une exigence responsable ! Quoiqu'en disent les libéraux, partisans de la loi de la jungle, les services publics sont un outil essentiel de justice sociale (garantissant à tous le droit à la santé, à l'éducation, aux transports, à l'énergie...) sur tout le territoire. **L'accès aux soins s'est transformé en une course d'obstacles pour des patients doublement victimes de leur maladie.**

Contrairement à la politique de casse décidée par ce gouvernement soumis aux marchés financiers, il faut au contraire renforcer les services publics qui existent et en développer de nouveaux, aux dépens du secteur marchand, dans la gestion de l'eau, dans la petite enfance ou le quatrième âge... C'est ce que défendent les élus *Limousin Terre de Gauche*, au conseil régional mais aussi, dès que c'est nécessaire, dans la rue !

45000 cartes pétitions signées vont être portées par une délégation au ministère de la santé à laquelle participeront les élus communistes et apparentés.

Pascal Bagnarol

LÉTRE

Nom

Prénom

Adresse

.....

.....

Apporte tout mon soutien aux élus de la Creuse.

Signature

<http://www.radiotherapiecreuse.fr>

MONTREUIL CC-T1
SEINE ST DENIS
15-09-10

642 00 026654
4408 920940

€ R.F.
LA POSTE
000,57
HK 029059

Association des maires et adjoints de la Creuse
Mairie de Guéret
23000 Guéret

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



radiotherapiecreuse.fr

Madame le Ministre, l'homme étant "la mesure de toute chose", je vous demande de bien vouloir faire procéder à la réouverture du service de radiothérapie du centre hospitalier de Guéret.

Pour la réouverture du service de radiothérapie de Guéret

Association des Maires et Adjoints de la Creuse



...des **ASSISES RÉGIONALES DE LA SANTÉ..**
une idée qui fait son chemin... et qui peut « rapporter gros » !

IVG, centres de planification en danger : mobilisation générale

Des militantes et militants de la CGT, de Sud, de la CADAC, de l'ANCIC, et du Collectif Tenon-20é ont répondu présents à l'invitation de la commission des *Droits des femmes* du PCF. Le ton est donné avec l'annonce d'une **manifestation nationale le 6 novembre à Paris** pour la défense du droit à l'IVG.

Après d'utiles rappels sur les étapes de mise en œuvre d'une loi, toujours disputée aux femmes et jamais complètement appliquée, les militantes ont souligné la gravité de la situation présente. TOUTES les décisions prises au plan gouvernemental, notamment dans la mise en œuvre de la loi HPST, ont des

incidences immédiates sur la prise en charge de l'IVG. L'exemple de la fermeture du Centre IVG de Tenon du jour au lendemain est à l'image du mépris dans lequel sont tenues les femmes et leur droit élémentaire, et au combien fondamental, de garder la maîtrise de leur liberté !

Avec pertinence, les intervenant-e-s ont rappelé la cohérence de la bataille pour préserver l'hôpital public ET le droit à l'avortement dans des conditions respectueuses des femmes en demande.

Les Centres de Santé et la médecine de proximité

Les interventions très documentées ont permis de mettre en exergue une situation paradoxale :

- les quelques 1500 centres de santé dont l'origine, pour certains très ancienne, jouent un rôle essentiel sur les territoires où ils implantés : l'étude *Épidaure*, à l'initiative de la *Fédération nationale des centres de santé*, confirme la pertinence de leur offre de soins et de leurs missions de santé publique auprès de la population concernée. Tous les participants relèvent la modernité de cette médecine de proximité non-lucrative.

- le sous-financement chronique des centres de santé, aggravé par un contexte de dégradation au plan de la Sécurité sociale et des finances des collectivités territoriales, menace l'existence des centres, singulièrement les *Centres municipaux de santé*.

Le débat est ouvert entre une approche de « réduction des déficits » qui débouche inmanquablement sur la réduction des effectifs, et donc des soins, des fermetures programmées (y compris des centres infirmiers), et une approche politique que soutient la défense et la promotion d'une médecine de proximité favorisant l'accessibilité aux soins.

La crise de la démographie médicale, la féminisation de la médecine généraliste, les transformations culturelles incitent les jeunes médecins à rechercher de nouveaux modes d'exercice.

C'est ainsi que ces nouvelles aspirations se manifestent



à travers la pratique des *Maisons de santé* qui favorisent un mode d'exercice libérale regroupé...

Le débat a permis de mieux poser les termes de l'enjeu Centre de Santé/Maison de Santé : les réformes en cours, qui s'inscrivent dans un processus de marchandisation de la santé menacent tout autant les CS que les MS dans leurs finalités de réponse aux besoins de proximité... Certains parlent de la primauté du projet de santé sur la notion de structure, de projets locaux de territoires...

Tous s'accordent pour affirmer la nécessité absolue de préserver une médecine de proximité qui n'ignore pas les médecins libéraux. Au final s'impose l'impérieuse exigence d'inscrire la médecine de proximité **dans une démarche de démocratie locale citoyenne**. Une telle exigence ne peut que s'inscrire dans le combat politique contre les ARS et donner corps à la proposition d'Assises régionales de la santé

Face aux incidences des restructurations hospitalières, comment construire une riposte collective ?

À l'initiative de la *Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité*, le débat s'engage sur « les chapeaux de roue » avec la ferme volonté de passer à une étape supérieure de la mobilisation contre les restructurations hospitalières. animateurs de comités de défense, syndicalistes et élus font état des processus de mobilisation pour empêcher la fermeture d'un service ou/et d'un établissement indispensable au tissu sanitaire des territoires.

Tout en stigmatisant les logiques de rentabilité financière, de marchandisation de la santé, qui priment aux décisions des ARH, hier, les ARS aujourd'hui, les acteurs de terrain en présence ont valorisé l'atout que représentaient ces comités locaux de défense regroupant salariés, usagers, militants poli-

tiques et élus. Structures par excellence de démocratie locale, ils représentent des outils précieux, générant dans la convergence, créativité pour des luttes de résistances multi-formes, qui peuvent déboucher sur des succès incontestables, à l'exemple de Valréas.

Ils ont fortement souligné l'enjeu de s'opposer à la destruction des hôpitaux et maternités de proximité partout, qui sont autant de destruction de réponses aux besoins de la population. Cette action de résistance prend toute son acuité face aux « réformes » en cours. Mais ces mobilisations locales, aussi nécessaires soient-elles, ont **besoin de s'inscrire dans une convergence régionale, nationale, pour la pleine efficacité des actions engagées, qui toutes portent les besoins de santé.**



...des **ASSISES RÉGIONALES DE LA SANTÉ..**
une idée qui fait son chemin... et qui peut « rapporter gros » !

les Assises régionales de la Santé en Île-de-France face à l'ARS



stand de Paris

Ce débat porte l'exercice plus complexe de « mettre en musique » une proposition de la liste Front de gauche aux élections régionales. En Île-de-France, le PCF engage le débat à partir d'un Appel

signé par une cinquantaine de personnalités de la santé pour soutenir cette proposition qui devient d'une actualité politique prégnante.

La place et l'enjeu des restructurations en cours à l'APHP, l'accroissement des inégalités dans la région francilienne et le renforcement d'une politique hautement autoritaire de la part de l'ARS, nouvellement installée, ne permettent pas le doute : il faut **une riposte à la hauteur !**

Les différents intervenants, selon leurs compétences, leurs responsabilités, prenant appui sur un **diagnostic partagé**, ont émis des avis convergents :

- face aux simulacres de concertation de l'ARS, construisons un processus d'élaboration citoyen pour remettre au centre **les besoins de santé de la population**
- prenant appui sur les mobilisations engagées depuis 2008 contre la loi Bachelot, il faut rassembler ceux et celles qui luttent dans des conditions difficiles et ceux et celles qui ont du mal à s'engager, mais qui ont **les mêmes raisons de se battre.**

- **OUI ! La région est un niveau pertinent pour construire une initiative forte, visible et rassembleuse.** Prenant appui et en soutien aux comités locaux, la proposition des Assises inscrit l'action des uns et des autres dans une démarche politique à forte valeur ajoutée. Cette réflexion est valable pour tous les militants de terrain, les professionnels, mais aussi pour les collectivités territoriales face à leurs responsabilités politiques...

La réflexion doit se poursuivre pour affiner le contenu et le cadre des Assises : autant les associations, salariés, professionnels et usagers du système de santé doivent garder la maîtrise de cette prérogative éminemment politique, autant il ne faut pas se priver d'engager les élus, la région-institution, en l'occurrence le Conseil régional, pour construire des réponses politiques...

La région appartient aux citoyens : il ya donc place pour une initiative démocratique, innovante et qui donne du sens aux attentes fortes de la population.



débat psychiatrie, stand de l'ANECR



**Comment être sûr d'avoir les meilleurs soins ?
Que faire face aux ARS et aux restructurations ?**

Ce débat organisé au Forum social a permis de regrouper toutes les problématiques de l'état de notre système de santé, qui à coup sûr, ne s'engage pas pour « les meilleurs soins ».

Accélération des restructurations hospitalières à marche forcée avec, sous-jacentes de grosses opérations foncières (APHP, les Hospices civils de Lyon..), disparition en masse des emplois, tant dans le public que le privé, crise de la démographie médicale et nomadisme de la part d'un nombre grandissant de soignants, confrontés à une souffrance au travail jamais vue, développement des dépassements d'honoraires et sélection des malades (notamment pour « cause de T2A » !), ne font pas bon ménage avec accessibilité à des soins de qualité pour tous et partout !

La situation de l'état sanitaire de notre pays appelle une mobilisation à la hauteur de celle engagée pour les retraites.

Nombreux ont été pour affirmer qu'il n'était plus temps de déplorer : **il faut des propositions alternatives. C'est bien là la responsabilité de la gauche...**

Alors même que tous les échelons de la démocratie sont sacrifiés – hôpitaux, communes, territoires... – les mobilisations en cours ont besoin de se ressourcer à des projets alternatifs élaborés démocratiquement, à partir des besoins d'aujourd'hui et pour une réorganisation générale à contre-courant des restructurations en cours et dans les dossiers des ARS.

Là encore la proposition d'engager la bataille pour des Assises régionales de la santé a retenu l'attention des participants. Gageons qu'elle sera porteuse de nouvelles mobilisations dans la confiance retrouvée et l'unité.